

FICHE PRATIQUE

RESPONSABILITES DES BIENS ET PERSONNES DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DE LA REFORME DES RYTHMES SCOLAIRES

Cette fiche a pour objet de présenter les points principaux de la réglementation relatifs aux responsabilités en matière de sécurité des biens et des personnes, ainsi que des préconisations dans le contexte de la mise en oeuvre de la réforme des rythmes scolaires.

Elle n'a pas un caractère exhaustif et, de manière plus générale, vous êtes notamment invités à consulter :

- Le guide du maire sur le site de l'association des maires de France (AMF) :
http://www.amf.asso.fr/document/?DOC_N_ID=8357
- Le vademecum du directeur d'école sur le site Eduscol du ministère de l'Education nationale :
<http://eduscol.education.fr/cid48582/missions-du-directeur-d-ecole.html>
- L'édition 2014 du guide pratique pour accompagner les maires dans la mise en oeuvre de la réforme des rythmes scolaires :
<http://www.education.gouv.fr/cid74599/un-guide-pratique-pour-accompagner-les-maires-dans-mise-en-oeuvre-des-nouveaux-rythmes-ecole-primaire2014.html>

1.Responsabilité du directeur d'école :

Conformément à la circulaire n°91-124 du 6 juin 1991, l'ensemble des locaux scolaires est confié au directeur, responsable de la sécurité des personnes et des biens, sauf lorsqu'il est fait application de l'article L 212-15 du Code de l'Éducation qui permet au maire d'utiliser sous sa responsabilité, après avis du conseil d'école, les locaux scolaires pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

La circulaire n°97-128 du 18 septembre 1997 rappelle en outre le devoir de surveillance, continue, qui incombe aux enseignants et aux directeurs d'école. Cette obligation de surveillance doit ainsi être exercée de manière effective et vigilante pendant la totalité du temps scolaire.

Par ailleurs, dans le cadre de l'application des dispositions destinées à garantir la sécurité contre les risques d'incendie et de panique pendant la période d'exploitation, les locaux sont placés sous la responsabilité du directeur d'école, bien entendu lorsque ceux-ci sont affectés aux besoins du service public d'enseignement.

L'action du directeur d'école vise alors à assurer la sécurité des personnes placées sous sa responsabilité. Il peut intervenir à plusieurs niveaux : dans la prévention, dans l'action en cas d'échec de la prévention ainsi que dans l'analyse de l'événement et les enseignements à retenir. Les modalités d'intervention du directeur varient selon la nature des problèmes rencontrés. Dans certaines situations, il peut intervenir directement et personnellement, dans d'autres cas, il ne peut agir lui-même, il doit donc informer sans délai le maire propriétaire des locaux et rendre compte à sa hiérarchie.

En revanche, lorsque les locaux sont utilisés à l'initiative du maire pour d'autres activités que celles scolaires, la responsabilité de la mise en oeuvre des mesures de sécurité à l'intérieur de ceux-ci est exercée par le maire, conformément à l'article L 212-15 du Code de l'Éducation.

En tout état de cause, une mise à jour du plan particulier de mise en sûreté doit être effectuée.

S'agissant de l'entrée de personnes dans l'enceinte de l'école, il est rappelé :

- qu'elle est autorisée uniquement pour les personnes préposées par la loi à l'inspection, au contrôle ou à la visite des établissements d'enseignements scolaires,
- que l'accès dans les locaux de personnes étrangères au service d'enseignement est soumis à l'autorisation du directeur d'école
- qu'actuellement, dans le cadre du plan Vigipirate, un filtrage doit être effectué en respectant les consignes qui s'appliquent en l'espèce.

2. Responsabilité de la commune :

Lorsqu'il est fait application de l'article L 212-15 du Code de l'Éducation qui permet au maire d'utiliser, après avis du conseil d'école, les locaux scolaires pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue, la responsabilité en matière de sécurité des biens et des personnes concernés est exercée par la commune.

L'article précité stipule en effet que « sous sa responsabilité et après avis du conseil d'administration ou d'école et, le cas échéant, accord de la collectivité propriétaire ou attributaire des bâtiments, en vertu des dispositions du présent titre, le maire peut utiliser les locaux et les équipements scolaires dans la commune pour l'organisation d'activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Ces activités doivent être compatibles avec la nature des installations, l'aménagement des locaux et le fonctionnement normal du service. Elles doivent également respecter les principes de neutralité et de laïcité.

La commune ou, le cas échéant, la collectivité propriétaire peut soumettre toute autorisation d'utilisation à la passation, entre son représentant, celui de l'école ou de l'établissement et la personne physique ou morale qui désire organiser des activités, d'une convention précisant notamment les obligations pesant sur l'organisateur en ce qui concerne l'application des règles de sécurité, ainsi que la prise en charge des responsabilités et de la réparation des dommages éventuels. A défaut de convention, la commune est responsable dans tous les cas des dommages éventuels, en dehors des cas où la responsabilité d'un tiers est établie ».

S'agissant des enfants, ils sont bien entendu placés sous la responsabilité de la commune pendant le temps périscolaire, que ce soit pendant le service de restauration ou pendant les activités organisées par la commune.

Les enfants que leurs familles n'ont pas souhaité inscrire sont en revanche sous la responsabilité de leurs parents durant ce temps périscolaire. Si un enfant quitte l'école après la fin des cours, la commune n'est donc responsable que s'il participe aux activités périscolaires qu'elle organise ou est inscrit au service de restauration.

3. Préconisations dans le contexte de mise en oeuvre de la réforme :

Au regard de l'ensemble de ces éléments, il est conseillé, au delà le cas échéant du PEDT, que les modalités d'organisation des temps d'activités périscolaires, en particulier lorsqu'ils ont lieu dans les locaux scolaires, et de leur articulation avec le temps scolaire, notamment en regard des problématiques de remise d'élèves, fassent l'objet d'une formalisation spécifique entre le maire et le directeur d'école.

Il apparaît souhaitable que l'organisation détaillée des temps d'activités périscolaires et l'identité des intervenants soient communiquées régulièrement par le Maire au directeur d'école. Ces données seront prises en compte dans l'organisation de la sécurité : surveillance des récréations, évacuation incendie, entrée des personnes, mise en sûreté, etc.

A cette fin, trois documents ont été élaborés, après avis du comité de suivi départemental des rythmes scolaires (émanation du conseil départemental de l'Education Nationale (CDEN) et composé notamment de représentants des élus, des parents d'élèves, des personnels et des associations), pour accompagner l'ensemble des partenaires concernés par la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires :

- **une charte d'utilisation des locaux scolaires durant les activités périscolaires ;**
- **un modèle-type de convention d'utilisation des locaux scolaires durant les activités périscolaires ;**
- **une fiche de préconisations pour une prise en charge optimale des enfants du temps scolaire au temps périscolaire.**

Ces documents sont accessibles sur le site internet de la DSDEN du Pas-de-Calais :

<http://www.ac-lille.fr/dsden62/>